

# Dictature, démocratie et logique du droit

---

par Georges Corm

**Au nom du droit à la civilisation, les armées étrangères ont, à nouveau, envahi le monde arabe. Quel bénéfice pour les peuples qui voyaient dans la fin de la Guerre froide, la fin de leurs divisions et l'amorce du règlement du conflit du Proche Orient ? Quelles perspectives pour ceux qui, parmi eux, ont le plus souffert : Palestiniens et Libanais ? De quel nouvel ordre international s'agit-il et pour qui ?**

De Napoléon Bonaparte à Norman Schwartzkopf, les armées occidentales entrent dans le monde arabe et sortent sans le moindre sentiment de gêne, et c'est évidemment toujours au nom du droit ou de la civilisation que ces expéditions militaires sont entreprises. Il est vrai que parfois quelques éminents personnages accompagnent ces expéditions et leur confèrent ainsi une autre allure, mais en l'occurrence, on peut aussi évoquer ce que les Américains font depuis vingt ans pour le développement de l'Arabie Saoudite, avec tous leurs experts et toutes leurs universités ultra modernes ; malgré son côté spectaculaire, cela reste toutefois incomparable avec l'oeuvre de Champollion en Egypte. C'est pourquoi, pour les opinions publiques

dans le monde arabe, rien n'a changé avec la Guerre du Golfe.

Trois questions travaillent ce que j'appelle l'opinion publique arabe (lorsque l'on parle des Arabes, il faut distinguer les gouvernements des opinions publiques).

— La première concerne le développement économique, c'est à dire les aspirations du monde arabe à s'ajuster en matière de niveau de vie avec la partie riche de l'humanité : ceci n'est pas le propre des Arabes, car l'ensemble du Tiers-monde s'y efforce.

— La seconde concerne l'aspiration, faute d'une unité arabe prônée depuis l'écroulement de l'Empire Ottoman, à une solidarité minimum entre les gouvernements arabes qui serait à même d'accélérer ce développement économique.

— Et la troisième, relative à la récupération des droits palestiniens, est absolument essentielle dans la psyché, dans l'imaginaire de l'ensemble des peuples arabes, tout comme le sont les souffrances des peuples directement concernés aujourd'hui, à savoir les Palestiniens et les Libanais.

Ce que l'on relève immédiatement c'est que ces trois soucis majeurs de l'opinion arabe sont liés entre eux, car sans la solidarité arabe, il me semble bien qu'il est à la fois difficile de progresser sur le plan économique et, en conséquence, de mieux affronter la politique expansionniste d'Israël depuis 1948.

Sur le plan du développement économique, en dehors des quelques paroles que l'on a entendu sur la nécessité de mieux redistribuer les richesses pétrolières, il n'y a rien eu de très sérieux du côté des forces alliées ; de plus, on peut prévoir que le peu qui était redistribué avant la guerre ne pourra plus l'être, car au niveau de 18 à 20 dollars le baril, les pays du Golfe eux-mêmes sont en situation de déficit budgétaire, comme c'est le cas de l'Arabie Saoudite, le plus gros producteur de la région. On sait que l'Arabie Saoudite et le Koweït perdent à l'issue de cette guerre une bonne partie des actifs financiers qu'ils avaient et qu'ils empruntent déjà sur les marchés internationaux. Ainsi, au niveau actuel des prix, parler de redistribution de richesses pétrolière est impossible d'un point de vue purement économique. A 18 dollars le baril, le pouvoir d'achat est celui de la fin des années soixante, lorsque le baril était à 2,5 dollars : on revient donc à la situation qui prévalait il y a vingt ans, lorsque l'Arabie Saoudite elle-

même était un Etat structurellement déficitaire qui ne pouvait même pas assumer ses dépenses.

L'autre problème est évidemment connexe dans ce domaine économique : c'est le double défi de la démographie. Double car au problème de la croissance démographique et du manque d'emploi, s'ajoute celui de la répartition de la population dans le monde arabe. 80% de la population est coincée sur une étroite bande de terre le long de la Méditerranée et dans les vallées du Nil et de l'Euphrate. Dans l'ensemble, la distribution est tout à fait ingrate. La Péninsule arabique, là où sont les richesses naturelles qui pourraient contribuer à édifier de vrais pôles d'industrialisation, est vide démographiquement. Il y a donc d'un côté un excédent de population qui crée un problème de plus en plus ingérable et de l'autre, un vide démographique qui lui, crée un problème tant sur le plan politique qu'économique. En effet la stabilité des entités de la Péninsule arabique dépend aussi à terme d'un équilibre démographique minimum. Un Etat de 200 000, 800 000 ou même de trois ou quatre millions d'habitants est un Etat menacé, surtout s'il possède des richesses aussi importantes.

Une des politiques possibles, durant la période de l'explosion des prix pétroliers et de l'accumulation de richesses qui en a découlé, était une politique d'attribution de nationalité sur une base sélective pour élargir la base démographique des Etats de la Péninsule. Ce choix n'a pas été fait et l'on connaît la situation au Koweït et en Arabie Saoudite : qu'il s'agisse de la main d'oeuvre d'origine asiatique ou arabe, elle y séjourne à titre précaire pendant des dizaines d'années sans obtenir ne serait-ce qu'une reconnaissance du droit de propriété sur le domicile. C'est là, à l'évidence, un problème de fragilité des entités, dont je reparlerai plus loin, et un problème démographique qui ira en se compliquant, car les pays de la Péninsule seront, après la guerre, encore plus difficiles en matière d'importation de main d'oeuvre : la main d'oeuvre arabe sera de plus en plus rare tandis que celle d'Extrême Orient ira en augmentant. Par conséquent, même les pays arabes à excédent démographique, qui pouvaient exporter de la main d'oeuvre avant la guerre, ne pourront plus désormais compter sur l'accueil de leurs émigrés de manière aussi importante que par le passé.

Le troisième problème est celui de l'asphyxie économique des pays non-pétroliers. Depuis six ou sept ans, ce que l'on appelle

*transfert inverse de ressources*, c'est-à-dire ce que les pays arabes de la Ligue arabe (pays du Golfe exclus) payent en net à l'étranger au titre de service de leur dette — en net compte tenu de tous les apports qu'ils peuvent recevoir par ailleurs — fluctue suivant les années entre 8 et 12 milliards de dollars. Cela signifie que l'ensemble des pays arabes pauvres ayant un revenu national d'environ 500 à 1500 dollars par habitant, payent aux pays industrialisés entre 8 et 12 milliards en net une fois déduites toutes les aides reçues. C'est une situation d'asphyxie économique abominable. D'où l'importance du geste consenti par les Etats-Unis et les pays du Golfe à l'Egypte consistant d'effacer la dette militaire de l'Egypte, composante importante de sa dette globale. Actuellement, il est question de punir les pays arabes qui ne se sont pas alignés dans le conflit du Golfe : il s'agirait de ne rien faire pour eux et même d'entraver, si possible, les mécanismes de refinancement de la dette, au niveau de la communauté financière internationale (de la CEE ou d'ailleurs).

---

## Inventer une nouvelle solidarité

---

La situation économique sera de plus en plus bloquée dans le monde arabe. Le chômage des jeunes qui va en augmentant risque malheureusement de faire de la mosquée un des seuls lieux de convivialité dans les pays qui vivent des situations économiques dramatiques et, même si les Etats-Unis commencent à prendre conscience des inconvénients de l'utilisation — à leur avantage — de l'intégrisme islamique du type séoudo-wahabite, il est nécessaire d'y mettre un terme ou du moins de limiter plus strictement cette utilisation.

Le second point concerne l'aspiration à l'unité arabe ou plutôt à la solidarité car même au niveau de l'opinion publique, plus personne ne se fait d'illusion sur cette unité dans un avenir proche : avec le type d'élite que les sociétés arabes sécrètent depuis trente ou quarante ans, il n'y en aura probablement pas. Mais, si au moins la recherche d'un mécanisme de solidarité était enclenchée, le monde arabe serait alors moins exposé, moins exploité ; il ne serait plus le lieu de passage trop

facile des armées étrangères et alors, pourrait s'effacer ce qui s'y est passé. Le conflit du Golfe a, en effet, causé un choc terrible en démontrant que si la Guerre froide avait divisé les pays arabes — ce que je développerai brièvement un peu plus loin — la fin de la Guerre froide a été pire pour eux en termes de division. Il faut rappeler que ces divisions remontent à la fin de l'Empire Ottoman, alors que beaucoup de promesses avaient été faites par l'Angleterre pour aider les Arabes à réaliser leur unité. Or ce sont les accords Sikes-Picot qui ont pris lieu et place de ces promesses et je n'en ferai pas ici l'historique, celui-ci étant suffisamment connu.

Toutefois, malgré la division du monde arabe en différents Etats et la mise en place de logiques d'Etat qu'il est maintenant très difficile de défaire, je pense que la Ligue arabe, instaurée en 1944, était une concrétisation notable de la solidarité arabe à l'époque. Malheureusement, comme on le sait, à partir des années 50, quand s'est développée la Guerre froide, la Ligue arabe a été plus ou moins paralysée et le monde arabe s'est alors scindé en deux : les modérés d'un côté — c'est-à-dire les pro-occidentaux — et les radicaux de l'autre, les pro-soviétiques. Cette division se reflétera jusque dans les mouvements palestiniens et rendra impossible l'émergence d'un consensus inter-étatique sur tous les grands problèmes politiques auxquels le monde arabe a dû faire face.

A la fin de la guerre froide, on s'est acheminé vers la disparition de ce clivage entre "modérés" et "radicaux" ; la situation devint positive, les positions face à Israël s'unifiaient en une attitude plus modérée (pour employer les termes occidentaux) : le Front du refus avait disparu, il y eut le plan de Fès. Il était de plus en plus clair que les pays arabes voulaient négocier et en finir avec le conflit israélo-arabe. Il n'y avait pratiquement plus personne pour dire "nous ne négocierons jamais avec les Israéliens". Et que s'est-il passé avec la guerre du Golfe, dans les gouvernements arabes (dont certains n'ont pas tenu compte de leurs opinions publiques) ? L'opération américaine a empêché la recherche d'une solution arabe ; comme nous le savons tous, une des actions américaines a été d'empêcher la Ligue arabe de consacrer trois ou quatre jours à une discussion plus approfondie pour essayer de trouver une solution inter-arabe. C'est pourquoi, on a finalement abouti à une nouvelle cassure qui, à mon avis, n'était même pas bénéfique pour l'Occident. En effet, avant la guerre, les vingt et un pays arabes avaient des relations normales, sans hostilité, avec

l'Occident ; or, à partir du 10 août, certains pays arabes qui appartenait pourtant au camp "modéré", comme la Tunisie ou la Jordanie, se sont trouvés dans le "bloc anti-américain". Finalement, je considère le vote de la Ligue arabe du 11 août au Caire comme un vote défaite pour les Etats-Unis : douze pays seulement ont voté, avec parmi eux le Liban — dont la voix est prisonnière de la Syrie — et les six pays du Conseil de Coopération du Golfe qui forment en réalité sur le plan des intérêts une seule entité, ainsi que l'Egypte. Le reste du monde arabe s'est retrouvé hors de la position américaine. Ainsi, un nouveau clivage s'est créé, qui paraît assez grave pour l'avenir.

Toutefois, il est intéressant de noter que ce nouveau clivage ne recouvre plus les mêmes divisions qu'autrefois, puisque certains pays que l'on qualifiait de "modérés" se sont retrouvés aux côtés des radicaux et sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui commencent à pratiquer un minimum de multipartisme et à accorder une certaine liberté d'expression, comme l'Algérie ou la Jordanie qui, elle aussi, a procédé à des élections libres. On remarque que ce sont ces mêmes pays qui n'ont pas accepté la "logique du droit" et que par contre les pays dictatoriaux, eux, se sont totalement engagés dans cette fameuse logique. Il y a donc là un clivage intéressant. Le danger actuellement réside dans les menaces qui pèsent sur les espaces de liberté et de démocratie qui existent dans le monde arabe et que le bloc des pays ayant marché dans l'opération va s'efforcer de fermer. C'est pour cela que les expériences algérienne et jordanienne semblent menacées, tout comme les velléités de démocratisation des régimes tunisien et marocain.

---

## Un monde arabe à la dérive

---

En troisième lieu, qu'est-ce qui a été fait pour les droits palestiniens ? Qu'a-t-on proposé pour résoudre le problème libanais qui a, aujourd'hui, compte-tenu de la précarité des conditions d'existence des Libanais, la même acuité que le problème palestinien et lui est connexe ? La guerre a-t-elle ouvert de nouvelles perspectives ? Il semble que non : on a vu le sort des Palestiniens au Koweït, on a vu ce

qui s'est passé au Liban, la mainmise définitive sur le Liban par le même condominium que celui de 1976, dirigé par les Etats-Unis. C'est l'accord dit des "Lignes rouges" qui a été confirmé : la Syrie dans les trois-quarts du Liban, Israël dans l'autre quart. Là aussi, les Palestiniens au Liban sont de nouveau dans une logique dangereuse qui peut faire dégénérer la situation : le désarmement des Palestiniens se fera-t-il sans contrepartie ?

Il semble nécessaire à ce propos de rappeler ce qui s'est passé en 1982 au Liban, car ce qui me frappe dans toute cette affaire avec l'Irak, en tant que Libanais ayant vécu les événements de 1982, c'est la similitude remarquable, à une plus grande échelle, entre l'opération "Tempête du Désert" et l'opération "Paix en Galilée". Rappelons cette opération. Israël envahit le Liban, fait 30 000 victimes, bombarde Beyrouth Ouest sauvagement pendant trois mois, installe des camps de concentration, comme celui de Ansar, déstabilise la coexistence séculaire entre Maronites et Druzes dans le Chouf alors occupé par son armée. Ceci n'est pas sans rappeler ce qu'il est advenu aux Kurdes en Irak après l'opération "Tempête du Désert". Tout cela a-t-il un sens ? Dans les deux cas, on nous a expliqué que l'on allait procéder à une "opération chirurgicale", une "guerre propre". Au Liban, on nous avait dit que l'OLP était devenue une menace pour la stabilité et la sécurité régionale, on nous avait décrit les armements "ultra sophistiqués" de l'OLP à Beyrouth, que nous autres Beyrouthins avions cherchées en vain. Je me souviens des articles de presse à l'époque : l'OLP aurait été en possession d'un arsenal de guerre tel qu'il menaçait la suprématie militaire israélienne.

Le 1er septembre, le président Reagan, à qui on faisait remarquer que les Israéliens exagéraient un peu et qu'il fallait faire quelque chose, prononce à l'Université de Berkeley un discours emphatique qualifié alors "d'initiative Reagan". Reagan avait en effet exprimé quelque pitié pour les sévices subis par les Libanais et les Palestiniens et avait promis le rétablissement de la souveraineté libanaise et la concrétisation de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza. C'était en 1982. Presque dix ans plus tard, nous en sommes toujours au même point, aussi bien pour la Palestine que pour le Liban. Qu'en a-t-il été ? On a voulu faire entrer le Liban dans un traité inégal avec Israël, on a fait élire deux dirigeants phalangistes dans les conditions les plus antidémocratiques qui soient, en présence de troupes françaises, américaines, italiennes et anglaises, alors même que pendant

la négociation de ce traité inégal, il y avait dans le Chouf les milices druze et "chrétienne", d'ailleurs manipulées par Israël, qui s'acharnaient à déstructurer toute cette région. Malgré tout, on négociait ! Les obus tombaient à cinquante mètres des négociateurs, en présence de l'ambassadeur américain Draper, mais l'on a continué à négocier ce traité inégal, avec un gouvernement libanais dont le président a été élu par un parlement encerclé par les tanks israéliens.

C'est pourquoi, j'ai cette impression que l'on a revêcu ces derniers mois, à une plus grande échelle, l'opération "Paix en Galilée", appelée cette fois "Paix au Moyen Orient", "Instauration d'un nouvel ordre international" ou encore "restauration du droit"... C'est pourquoi, je considère le bilan de cette opération très négatif. En effet, si l'on veut classifier les différentes catégories de pays et de sociétés arabes, on peut considérer qu'elles sont au nombre de trois.

— La première catégorie est celle des sociétés complètement déstructurées et très déstabilisées : la société palestinienne, la société libanaise, l'Irak et le Koweït qui aura, lui aussi, beaucoup de mal à se remettre de la guerre. J'inclus dans cette catégorie le Soudan et la Somalie, qui sont membres de la Ligue arabe.

— La deuxième catégorie est celle des sociétés bloquées, en particulier par les problèmes économiques mentionnés précédemment, comme l'Égypte, la Syrie, la Maroc et l'Algérie.

— Enfin, la troisième catégorie est celle des sociétés fragiles — comme celles de la Péninsule arabique — auxquelles les structures politiques et démographiques ne permettent pas de survivre sans un parapluie américain omniprésent.

Voilà la triste image qui ressort du monde arabe. La préoccupation majeure pour l'avenir semble être la perte de tout espace de liberté et de communication entre les Arabes. On est parvenu à un point où l'ensemble de la presse arabe est sous contrôle direct ou indirect de l'axe que l'on peut appeler américano-saoudien, par un mécanisme de pressions économiques très simples : par exemple un journal ne recevra pas d'annonces publicitaires s'il est interdit en Arabie Saoudite, qui représente le plus important marché de consommation. Ainsi, de facto, sans qu'il y ait besoin de pression politique, il est très difficile de s'exprimer dans notre presse. Les livres, d'ailleurs peu nombreux, ne circulent plus entre pays arabes, soit en raison de la

censure, soit parce que les Etats n'ont plus les moyens financiers et ne peuvent plus importer de livres. La littérature religieuse reste à part car elle est financée par les Etats intégristes.

La société arabe est donc bloquée sur différents plans : celui du développement économique, mais aussi celui de la créativité culturelle. Ce qui renforce mon pessimisme, c'est que les notions de démocratie et de liberté et l'opposition aux courants intégristes par un appel à la laïcité qui sont réclamées de plus en plus fort par l'opinion publique arabe, ces notions ont été ridiculisées aux yeux de l'opinion publique arabe par ce qui s'est passé pendant la crise puis la guerre du Golfe. Elles n'ont d'ailleurs pas cessé d'être bafouées depuis le début du siècle, avec la colonisation, avec l'émergence de l'Etat israélien et son expansionnisme (par la manière dont les pays démocratiques occidentaux ont infléchi les notions de base du droit à l'avantage d'Israël par exemple). Il y a donc eu un discrédit permanent jeté sur le droit. Ce discrédit risque maintenant d'atteindre les systèmes démocratiques, pourtant objet d'admiration de beaucoup d'Arabes.

La démocratie qui est capable de produire des justifications pour des guerres de ce type et de provoquer des mobilisations aussi fortes, perd sa crédibilité. Moi-même, dans ma naïveté et connaissant bien la France, je me suis demandé, perplexe, si l'Irak était sur le point d'envahir la France, si c'était vraiment l'ennemi de la France. Comment expliquer une telle mobilisation ? Au pire, cela aurait dû être réglé par une opération de police, conduite sous l'égide des Nations Unies, où tout le monde aurait gardé son calme et dont le but aurait été de chercher à faire le moins de victimes possible, y compris dans la population irakienne. Mais ce que l'on a vu, ce sont de très grandes démocraties que le monde entier admire, avec en tête la démocratie américaine, se mettre dans un état que l'on peut qualifier d'hystérique, comme si la menace contre le territoire était réelle et le danger immédiat.

Tout ceci nous rend très perplexes et nous pousse à nous poser des questions sur le fonctionnement de ces démocraties. Cette situation profite aux différents partis islamistes, qu'ils soient d'obédience saoudienne ou iranienne et là encore, la majorité de l'opinion publique arabe, qui reste fortement laïque et aspire au développement de la démocratie, se retrouve en porte-à-faux.

Pour toutes ces raisons, je crois que nous avons un énorme travail à faire des deux côtés de la Méditerranée.

Ce texte est fondé sur une intervention faite au cours d'un colloque consacré à une réflexion sur l'après-guerre du Golfe. Ce colloque a été organisé par le groupe constitué par Martine de Froberville : "Pour une initiative de la France" (23, rue Vaneau 75007 Paris). L'objet de cette initiative peut se résumer par ces quelques mots prononcés par Martine de Froberville à l'ouverture de cette manifestation : "Nous croyons, depuis longtemps, en l'établissement possible au Proche Orient d'un nouvel ordre régional, en une paix fondée sur le droit et l'équité. Aussi, appelons-nous le gouvernement de la France à tout mettre en œuvre, comme il s'y est engagé, pour l'application des résolutions de l'Onu concernant la région et en priorité celles relatives à la question israélo-palestinienne et au Liban".

**Georges Corm** est économiste et auteur de nombreux ouvrages sur le Proche Orient.